MOHAMED AÏSSA :

«Le danger, ce n'est pas le chiisme en soi, c'est le prosélytisme qui profite à des officines»

«Ceux qui veulent instaurer un nouveau système de religiosité étranger à notre héritage est un autre courant qui n'a rien avoir avec l'ismaélite. Ce mouvement est-il d'ordre religieux ? J'en doute. Il s'agit d'un enjeu politique et géostratégique. L'Algérie refuse qu'elle soit un terrain d'un combat sectaire et d'en être partie prenante.» Des propos tenus ce jeudi par le ministre des Affaires religieuses et des Wakfs, présent à Oran au Centre de conférences de la mosquée Ibn-Badis, pour inaugurer une journée d'étude autour de «la préservation des référents de la nation».

Amel Bentolba - Oran (Le Soir) - Pour le ministre, l'attaque menée par ces mouvements d'idéologies religieuses étrangères à nos référents est intellectuelle c'est pour cela que la riposte doit l'être également, dit-il.

«A cet effet, l'élite intellectuelle universitaire a bien voulu partager avec nous lors de cette journée d'étude, son travail effectué durant plus d'une année où elle a étudié les courants étrangers à l'Algérie en matière de religion.» Mohamed Aïssa espère tirer avantage de cette étude, tout en souhaitant que cette élite puisse continuer d'accompagner le ministère des Affaires religieuses d'où, dit-il, «ma proposition qu'elle se structure au sein d'une institution idéologique que j'appuierai par un soutien financier et juridique». Dans ce cadre, le ministre annonce la création d'un observatoire, il s'agit précise-t-il d'un organisme de réflexion qui sera abrité par une fondation.

Pour le ministre à l'heure actuelle, la menace de ces mouvances idéologique religieuses inconnues de nos pratiques de l'islam en Algérie, est sous contrôle, car dit-il, ils ont été démasqué à temps. «Aujourd'hui, les Algériens sont tous avertis et au courant de ces campagnes de différents courants religieux tel que chiite, ou encore les adeptes du diable, Al Ahmadia… toutes des tentatives de colonisation moderne. Nous ne devons pas nous contenter de prévenir mais aller vers les solutions, à commencer par ce type de rencontres qui donne des approches idéologiques».

La question du recrutement des jeunes dans les rangs du terrorisme est une affaire résolue par l'Algérie, dira le ministre «aujourd'hui, on est passé de la dé-radicalisation à la prévention contre la radicalisation».

Assurant que ces derniers temps, peu d'Algériens ont rejoint les mouvances terroristes. Indiquant que la menace vient aujourd'hui de ces idéologies religieuses. «Le Président de la République nous a interpellé pour faire le rempart contre cela, nous nous le faisons en revenant vers l'islam de nos ancêtres qui a toujours été l'islam de la modération, du vivre ensemble, de la coexistence et surtout de l'école sunnite. Le danger ce n'est pas le chiisme en soi, c'est le prosélytisme qui profite à des officines, et le paradoxe c'est que ces officines ne sont pas hébergées dans le monde arabo-musulman, ils sont ailleurs, d'où l'analyse que nous allons entamer à huis clos avec les enseignants et les chercheurs qui ont établi des études approfondies pour analyser la question et donner éventuellement un remède».

Photo : Samir Sid

Aïssa met en garde contre la menace des différents courants religieux.

A. B.

PROCHAINES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES ET LOCALES

Le MPA escompte garder sa troisième place

Le Mouvement populaire algérien (MPA) nourrit l'ambition de garder au minimum le rang de troisième force politique du pays à l'issue des deux rendez-vous électoraux prévus l'année prochaine, les législatives au printemps et les locales à l'automne 2017.

Mohamed Kebci - Alger (Le Soir) - C'est ce que le secrétaire général du parti soutenait, hier vendredi, à l'ouverture des travaux du premier congrès du parti.

«Ce pourquoi tout le soin sera pris dans le choix de nos candidats parmi les meilleurs de nos militants en toute démocratie et par consensus, pour représenter le parti de la meilleure façon à ces élections à l'occasion desquelles nous mènerons une campagne électorale propre et de haut niveau», dira Amara Benyounès, qui invitera les autres concurrents à faire de même. Car pour lui, «le pays n'a pas besoin de davantage de divisions et d'effritement en cette période où nous attendent maints défis. Nous avons nos différends et nos différences, nous en prenons acte mais l'unité nationale est au-dessus de toute autre considération et il n'y a pas de concertation et de doute là-dessus». Et au secrétaire général sortant du MPA d'appuyer davantage son appel pressant à la classe politique «qu'avant de lancer une quelconque accusation et une attaque contre l'autre, nous devons nous rappeler que nous ne possédons qu'une seule Algérie qui est la propriété de tout le monde». D'où d'ailleurs, tiendra-t-il à mettre en avant, le slogan sous lequel ce congrès se déroule, celui d'une «démocratie sereine».

Photo : Samir Sid

Amara Benyounès, SG du MPA.

Un rendez-vous organique qui devra consacrer quelques changements dans les statuts du parti avec la création du poste de président qui viendra ainsi remplacer celui de secrétaire général, un poste qui devra revenir ce matin à Benyounès qui animera un point de presse à la fin des travaux auxquels ont pris part 1392 délégués venus de l'ensemble des wilayas du pays et de l'émigration.

Sur le plan économique, l'ancien ministre du Commerce mettra le doigt sur «l'impératif d'engager le plus urgemment possible des réformes profondes et urgentes et de prendre des décisions courageuses. Car, selon lui, devant tout retard et davantage d'hésitation, il sera difficile d'empêcher l'entrée des institutions financières internationales, à leur tête le FMI». Et de lancer à la face de ces «forces de résistance, prisonnières des mentalités héritées de l'époque du dirigisme économique», que le statu quo signifie le FMI et pas la souveraineté nationale».

Des forces de résistance à ces réformes indispensables qui entraînent ainsi le pays vers «ce scénario catastrophique et un tunnel sombre».

M. K.

AU LENDEMAIN DE L'ACCORD HISTORIQUE DE VIENNE

Les cours du pétrole en forte hausse

Les cours du pétrole ont fortement monté jeudi au lendemain de l'accord de Vienne pour la réduction de 1,2 million de barils/jour de sa production, et poursuivi ainsi l'envol entamé la veille après l'annonce d'un accord jugé ambitieux entre les membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) pour limiter leur offre. Le prix du baril de référence aux Etats-Unis (WTI) a pris 1,62 dollar à 51,06 dollars sur le contrat pour livraison en janvier au New York Mercantile Exchange (Nymex) et signait ainsi, au lendemain d'un bond de plus de quatre dollars, une hausse d'environ 13% sur les deux dernières séances.

Younès Djama - Alger (Le Soir) - «C'est une surprise mais c'est un succès !» a qualifié l'ancien P-dg de Sonatrach, Abdelmadjid Attar, l'accord de Vienne sur la réduction de la production de 1,2 million de barils/jour, et plafonner sa production à 32,5 millions b/j comme convenu lors de la réunion d'Alger du 28 septembre.

Comme M. Attar, les avis sont très positifs après la réunion cruciale de Vienne, mercredi 30 novembre. «La fête continue après l'Opep !» a résumé Matt Smith, de ClipperData. «Le marché reste dans un état d'euphorie et de jubilation». Pourtant, l'accord n'a pas été facile à se dessiner. «Après des mois de discussions, d'énervement, de bagarre, les autres pays de l'Opep ont accepté que la base de la production de l'Iran soit celle de 2005, son niveau le plus élevé, qui était de 3,975 millions de barils par jour», a déclaré le ministre iranien du Pétrole dont le pays est opposé idéologiquement à l'Arabie Saoudite.

Le bras de fer Iran-Arabie sur fond de guerre chiite-sunnite et de tensions géostratégiques a longtemps rendu impossible tout compromis sur une réduction de la production de pétrole de l'Opep. Mais face à une crise financière et économique, l'Arabie Saoudite a fini par céder en acceptant que l'Iran puisse augmenter sa production alors qu'elle a baissé la sienne de près de 500 000 par jour (486 000 b/j).

Téhéran demandait à l'Arabie Saoudite de baisser sa propre production en arguant que le royaume avait profité des sanctions anti-iraniennes pour l'augmenter. «Ce qu'il faut tirer comme enseignement c'est qu'il est possible de coopérer et parvenir à une entente malgré la concurrence et l'existence de très fortes différences politiques», a déclaré M. Zanganeh à propos de la position de Riyad.

La Russie accepte une réduction de 300 000 barils par jour

Au sein des pays non-Opep, la Russie a soutenu l'initiative en acceptant une réduction de son extraction pétrolière de 300 000 barils par jour. Ceci alors que plusieurs autres pays non Opep sont prêts eux aussi à diminuer leur production de pétrole de 600 000 barils par jour au total, a déclaré le président de l'Opep, le Qatari Al Sada.

Par conséquent, il a invité les pays-membres et non-membres de l'Opep aux pourparlers au Qatar qui sont pour le moment fixés au 9 décembre.

«L'accord prévoit la réduction de 600 000 barils par jour pour les pays exportateurs clés ne faisant pas partie de l'Opep. Au cours des débats avec ces pays, nous avons rencontré le soutien et la détermination à contribuer à ces 600 000 barils en plus des 1,2 million de barils de la part de l'Opep», a déclaré le président de l'organisation lors d'une conférence de presse. «Je suis ravi d'affirmer que la Russie a déjà soutenu l'initiative de réduction de 300 000 barils, d'autres pays se sont également prononcés en sa faveur. Nous allons convoquer une réunion pour approuver la décision.»

«Le signal clair que les Saoudiens, les Iraniens, les Russes et les Irakiens travaillent ensemble pour mettre de côté leurs divergences politiques est une indication forte que l'accord sera respecté», estiment des experts qui jugent que le marché sera ainsi rééquilibré plus rapidement que prévu, que «les cours vont monter dans les mois à venir».

Y. D.